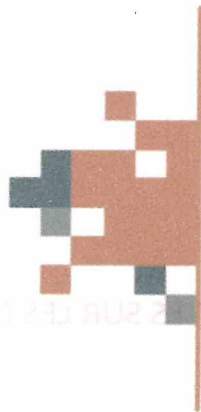


Gérard FRANCOIS
Expert-Comptable
Commissaire aux comptes

Christophe DUPIT
Expert-Comptable
Commissaire aux comptes

Marc REGNOUX
Commissaire aux comptes



**CONSERVATOIRE D'ESPACES
NATURELS D'Auvergne
CEN d'Auvergne**

MAISON DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT
17 AVENUE JEAN JAURES

63200 MOZAC

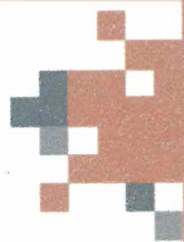
N° SIRET : 344 896 998 00020 APE : 9104 Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2023

DQ 301 - V1 - 31/03/2020

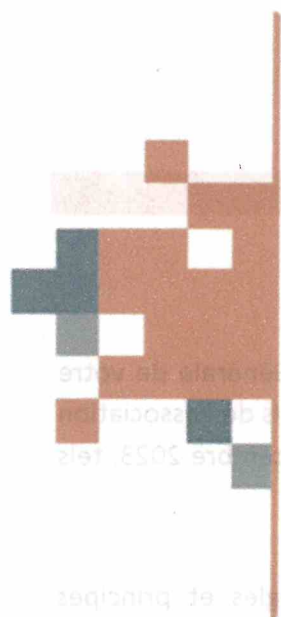




SOMMAIRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

- I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**
- II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**
- III – VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES**
- IV – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**
- V – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**



RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne, à la fin de l'exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés nous fournissent une base suffisante pour fonder notre opinion.

La responsabilité de nous fournir toute information pertinente nécessaire pour notre audit est assumée par vos dirigeants. Il appartient à vos dirigeants d'assurer la sincérité et la fiabilité des informations relatives à l'association.

Indépendance

Nous avons vérifié que l'association d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Aux membres de l'Assemblée Générale,

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre association du 16 juin 2018, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants qui soulignent le caractère spécifique de votre association :

- 1°) – la comptabilisation de fonds dédiés, explicitée en page 23 de l'Annexe ;
- 2°) – la note en page 22 de l'Annexe sur les engagements de retraite ;
- 3°) – la note en page 21 de l'Annexe sur les provisions pour risques et charges ;
- 4°) – la note en page 23 de l'Annexe sur la valorisation des contributions volontaires ;
- 5°) – la note en page 23 de l'Annexe sur les productions immobilisées.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 821-53 et R 821-180 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ✓ La distinction entre subventions de fonctionnement et subventions d'investissement ;
- ✓ L'évaluation des productions immobilisées pour un montant de 625 794 € sur l'exercice ;
- ✓ La distinction entre fonds dédiés (313 037 € au 31/12/2023) et produits constatés d'avance (3 353 678 € au 31/12/2023) ;
- ✓ La constitution de provisions pour risques et charges pour 180 376 € au 31/12/2023, sans variation significative par rapport au 31/12/2021 ;
- ✓ La valorisation du bénévolat pour 137 061 € pour l'année 2023.

III – VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

IV – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne, qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent de fraudes.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 19 avril 2024.

V – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- ✓ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- ✓ Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ✓ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Enval, le 15 Mai 2024

Christophe DUPIT

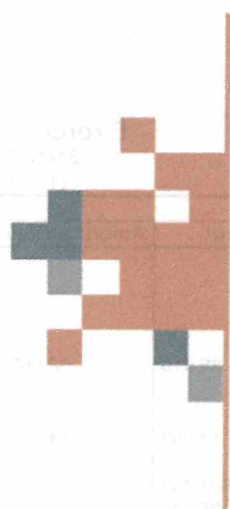
Signé électroniquement le 19/06/2024 par
Christophe Dupit

Associé

Commissaire aux Comptes

Membre de la Cie Régionale

de Lyon-Riom



ANNEXES

ACTIF CIRCULANT

Les actifs circulants sont composés des éléments suivants :

- Créances et débiteurs
- Stocks
- Trésorerie

TOTAL

Les actifs circulants sont évalués à la date de clôture à :

1 234 567 890

Bilan et compte de résultat

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement	65 915	62 665	3 251	0,04	16 434	0,21
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	14 083	14 083	0	0,00	0	0,00
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles	804 104	217 722	586 382	6,42	226 401	2,86
. Immobilisations incorporelles en cours	96 642		96 642	1,06	382 026	4,82
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains	2 677 397	167 744	2 509 653	27,46	2 019 869	25,47
. Constructions	185 132	67 148	117 984	1,29	10 948	0,14
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	193 283	128 286	64 997	0,71	83 279	1,05
. Autres immobilisations corporelles	201 894	162 499	39 395	0,43	51 940	0,66
. Immobilisations corporelles en cours	586 264		586 264	6,41	551 034	6,95
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	2 463		2 463	0,03	2 463	0,03
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	3 280		3 280	0,04	4 740	0,06
TOTAL (I)	4 830 458	820 146	4 010 312	43,88	3 349 134	42,24
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	8 974		8 974	0,10	5 229	0,07
Avances et acomptes versés sur commandes	397		397	0,00	15 814	0,20
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	825 397		825 397	9,03	576 368	7,27
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	4 124 371		4 124 371	45,12	3 803 706	47,97
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	157 927		157 927	1,73	166 170	2,10
Charges constatées d'avance	12 533		12 533	0,14	12 745	0,16
TOTAL (II)	5 129 598		5 129 598	56,12	4 580 031	57,76
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	9 960 056	820 146	9 139 910	100,00	7 929 165	100,00

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
. Fonds propres statutaires					
. Fonds propres complémentaires		12 000	0,13	12 000	0,15
Fonds propres avec droit de reprise					
. Fonds statutaires					
. Fonds propres complémentaires					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
. Réserves statutaires ou contractuelles		353 415	3,87	339 081	4,28
. Réserves pour projet de l'entité					
. Autres		1 371 412	15,00	1 378 412	17,38
Report à nouveau		-49 450	-0,53	40 254	0,51
Excédent ou déficit de l'exercice		103 843	1,14	-82 370	-1,03
Situation nette (sous total)		1 791 220	19,60	1 687 377	21,28
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement		2 478 011	27,11	1 935 382	24,41
Provisions réglementées					
TOTAL (I)		4 269 231	46,71	3 622 759	45,69
FONDS REPORTES ET DEDIES					
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Fonds dédiés		313 037	3,42	225 175	2,84
TOTAL (II)		313 037	3,42	225 175	2,84
PROVISIONS					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges		180 376	1,97	183 206	2,31
TOTAL (III)		180 376	1,97	183 206	2,31
DETTES					
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		637 692	6,98	667 862	8,42
Emprunts et dettes financières diverses		6 432	0,07	2 752	0,03
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		132 096	1,45	193 845	2,44
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales		241 685	2,64	238 263	3,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				2 500	0,03
Autres dettes		5 683	0,06	8 854	0,11
Instruments de trésorerie					
Produits constatés d'avance		3 353 678	36,69	2 783 948	35,11
TOTAL (IV)		4 377 266	47,89	3 898 025	49,16
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		9 139 910	100,00	7 929 165	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations		9 281		8 405		876		10,42	
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens		7 204		1 011		6 193		612,56	
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services		835 927		681 900		154 027		22,59	
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		1 578 607		1 255 609		322 998		25,72	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels		59 813		28 934		30 879		106,72	
- Mécénats		215 924		255 863		-39 939		-15,60	
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières		43 626		39 503		4 123		10,44	
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		34 555		18 173		16 382		90,14	
Utilisations des fonds dédiés		62 859		260 307		-197 448		-75,84	
Autres produits		629 557		722 122		-92 565		-12,81	
Total des produits d'exploitation (I)		3 477 352		3 271 825		205 527		6,28	
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		1 233 448		1 336 503		-103 055		-7,70	
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		124 783		118 512		6 271		5,29	
Salaires et traitements		1 303 982		1 233 542		70 440		5,71	
Charges sociales		477 729		460 524		17 205		3,74	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		211 756		146 884		64 872		44,17	
Dotations aux provisions		10 000				10 000		N/S	
Reports en fonds dédiés		150 721		161 101		-10 380		-6,43	
Autres charges		6 472		5 183		1 289		24,87	
Total des charges d'exploitation (II)		3 518 892		3 462 249		56 643			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-41 541		-190 424		148 883		78,19	
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif		19		6		13		216,67	
Autres intérêts et produits assimilés				311		-311		-100,00	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change				6		-6		-100,00	
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)		19		324		-305		-94,13	
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées		28 789		13 564		15 225		112,25	
Différences négatives de change				1		-1		-100,00	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (IV)		28 789		13 566		15 223		112,21	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-28 770		-13 242		-15 528		-117,25	
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-70 311		-203 666		133 355		65,48	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
PRODUITS EXCEPTIONNELS:					
Sur opérations de gestion		174 155	128 446	45 709	35,59
Sur opérations en capital					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Total des produits exceptionnels (V)		174 155	128 446	45 709	35,59
CHARGES EXCEPTIONNELLES:					
Sur opérations de gestion			150	-150	-100,00
Sur opérations en capital		1	6 999	-6 998	-99,98
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions					
Total des charges exceptionnelles (VI)		1	7 149	-7 148	-99,98
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		174 154	121 296	52 858	43,58
Participation des salariés aux résultats (VII)					
Impôts sur les bénéfices (VIII)					
Total des produits (I + III + V)		3 651 526	3 400 595	250 931	7,38
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		3 547 683	3 482 964	64 719	1,86
EXCEDENT OU DEFICIT		103 843	-82 370	186 213	226,07
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Dons en nature					
Prestations en nature					
Bénévolat		137 061	148 340		
TOTAL		137 061	148 340		
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations					
Personnel bénévole		137 061	148 340		
TOTAL		137 061	148 340		

Annexe aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 9 139 910 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 103 843,13 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'Administration.

L'objet social du Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne est le suivant : préserver avec l'ensemble des parties prenantes des territoires le patrimoine naturel et les services environnementaux qu'ils nous procurent : voilà l'objectif du Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne. En quelque sorte, contribuer à réconcilier l'homme et la nature et laisser aux générations futures des territoires vivants.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'action du Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne repose sur la maîtrise foncière et d'usage de sites naturels : en achetant des parcelles ou en signant des conventions avec les propriétaires, il constitue un réseau de sites préservés.

Le CEN Auvergne s'appuie sur une approche concertée, au plus près des enjeux environnementaux, sociaux et économiques des territoires. Il tisse ainsi des relations partenariales complémentaires avec tous les acteurs de la biodiversité, à travers l'animation de projets de territoire.

Les missions du CEN Auvergne :

- Connaître : le CEN Auvergne s'appuie sur son expertise scientifique afin de mettre en place des actions de préservation des espaces naturels. Cette connaissance s'acquiert sur le terrain, par des études et inventaires et se fait en synergie avec d'autres organismes partenaires.

- Protéger : le CEN Auvergne constitue un réseau de sites préservés en devenant propriétaire (maîtrise foncière) ou en obtenant l'accord des propriétaires (maîtrise d'usage). En pratique, il cible des espaces naturels présentant des richesses écologiques, géologiques ou paysagères. Il en fait ensuite l'acquisition ou négocie l'accord des propriétaires par la signature de conventions. Le CEN Auvergne possède ainsi un ancrage territorial fort, en concertation avec les acteurs locaux.

- Gérer : les actions de gestion du CEN Auvergne reposent sur la mise en place, pour les sites gérés, d'un plan de gestion écologique. Elles se présentent sous différentes formes : travaux d'entretien, restauration, fauchage, pâturage, ou parfois... la non intervention ! Reposant sur un état de l'existant et du contexte dans lequel s'inscrit le site, ce document ressource planifie pour les années à venir, les actions à initier pour préserver la biodiversité. Ces dernières, validées par le Conseil Scientifique, sont imaginées dans l'intérêt du bien commun, en tenant compte des enjeux sociaux et économiques du territoire. Ces plans de gestions sont concertés et partagés avec les acteurs en place, pour que le projet soit celui de tous ! Beaucoup de sites du CEN sont également laissés en libre évolution : la nature y retrouve plus de liberté.

- Valoriser : la préservation des espaces naturels passe également par la sensibilisation à la nature ! L'entretien des espaces naturels participe également à l'attractivité touristique des territoires : le CEN Auvergne décline des outils d'informations sur les sites qu'il préserve, et propose chaque année un calendrier d'animations pour faire découvrir sur le terrain, la richesse de notre patrimoine.

- Animer : le CEN Auvergne accompagne les politiques environnementales nationales et territoriales : Natura 2000, Espaces naturels sensibles, schéma régional de cohérence écologique (SRCE), trame verte et bleue... A ce titre, et en lien étroit avec les collectivités locales, il participe aux projets de territoire visant la gestion des milieux naturels et le développement durable.

Description des moyens mis en œuvre :

- 217 sites gérés, superficie de 1604 hectares
 - Allier : 16 sites, 169 hectares
 - Cantal : 21 sites, 119 hectares
 - Haute-Loire : 43 sites, 122 hectares
 - Puy-de-Dôme : 137 sites, 1194 hectares
- 3 pôles territoriaux (Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire)
- 39 salariés
- 16 administrateurs
- 400 adhérents

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par l'Autorité des Normes Comptables.

L'exercice clos le 31 décembre 2020 était le premier exercice d'application du règlement n° 2018-06 applicable aux associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Stocks

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Aucune dépréciation n'a été constatée.

Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Depuis le 31 décembre 2019, des provisions pour charges sont constituées dans le cadre des subventions en fonds européens FEDER pour lesquelles il existe un risque de non prise en charge des dépenses engagées.

Au 31 décembre 2023, cette provision a été reprise en partie. Elle s'élève ainsi à 1 874 €.

Indemnités de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Le passif social concernant les indemnités de fin de carrière s'élève à 359 099 € au 31 décembre 2023. Il a été calculé selon la méthode suivante :

- la convention collective prévoit le versement d'une indemnité de départ à la retraite pour les salariés sur la base indicative de 25% de salaire par année de présence dans l'entreprise.
- taux de charges sociales patronales appliqué : 50%
- taux d'actualisation financière : aucun taux appliqué
- taux d'évolution salariale : aucun taux appliqué
- taux de turnover : aucun taux appliqué
- taux de mortalité : aucun taux appliqué

Depuis l'exercice clos le 31 décembre 2015, l'association CEN Auvergne a pris la décision de constater une partie de ses engagements pour départ à la retraite sous forme de provisions.

Une dotation de 10 000 € a été comptabilisée au 31 décembre 2023, elle s'élève ainsi à la somme de 178 502 € au 31 décembre 2023.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICECOVID-19

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité depuis le 1er janvier 2020.

- L'association a mis en action dès 2020 un plan de continuation de l'activité en utilisant les mesures suivantes :
- l'association a eu recours au chômage partiel pour une partie du personnel qui a été comptabilisé en transfert de charges pour un montant de 15 746 € en 2020 et de 1 659 € en 2021 ;
 - un Prêt Garanti par l'Etat a été obtenu pour un montant de 145 000 € qui est rentré en amortissement en 2021 ;
 - une suspension des échéances d'emprunt pendant une durée de 6 mois au cours de l'année 2020.

Eu égard à ces mesures, à la date de l'arrêté des comptes, l'association estime que la continuité de son exploitation n'est pas remise en cause.

Subventions d'investissement

Ces dernières étaient comptabilisées depuis l'exercice clos le 31 décembre 2013 en compte 1026.

Suite à la mise en place du nouveau règlement comptable, ces subventions ont été reclassées au 31 décembre 2020 en compte report à nouveau pour un montant de 1 378 423,19 €.

Depuis le 1er janvier 2020, les subventions d'investissement sont toutes comptabilisées en compte 131.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes s'élève à 5 820 € TTC au 31 décembre 2023.

Contributions volontaires

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes.

En 2014 et pour la première fois, le bénévolat a été comptabilisé dans les comptes de l'Association dans des comptes de charges et de produits de la classe 8. Cette comptabilisation n'a aucune incidence sur le résultat.

Cinq types d'actions bénévoles ont été répertoriés à savoir le bénévolat en tant que tel, le bénévolat des membres du Conseil d'Administration, le bénévolat du Conseil Scientifique, le bénévolat des chantiers des lycées partenaires et le bénévolat des Conservateurs de sites. Pour les quatre premières catégories, les heures valorisées sont issues d'un relevé mis en place par l'Association. En revanche, pour la dernière catégorie, il s'agit d'une évaluation.

L'association a recensé un total de 375 bénévoles actifs sur 2023.

Le montant du bénévolat valorisé pour 2023 est de 137 061 € (5 503 heures ou 786 journées). Pour mémoire, en 2022, ce bénévolat représentait 148 773 € (5 111 heures ou 730 journées).

Autres contributions volontaires

Sur l'année 2023, le CEN Auvergne a accueilli deux jeunes volontaires en Service Civique, engagés à 32 heures par semaine, ainsi qu'un volontaire « mis à disposition » par La Poste.

Leur engagement représente : 1 828 heures, soit 261 journées, soit 0,94 équivalent temps plein.

Production immobilisée

Le mode de financement de certains projets a été modifié à partir de 2017. En effet, la nouvelle région Auvergne Rhône Alpes finance ces derniers sous la forme de subvention d'investissement.

A ce titre, les dépenses liées à ces projets sont comptabilisées en immobilisations. Les charges de personnel et de structure sont valorisées au coût journalier. Les charges directes sont suivies par la comptabilité analytique. En contrepartie, une production immobilisée est enregistrée pour le même montant.

La subvention, quant à elle, est enregistrée en compte de subvention d'investissement et sera intégrée au résultat de l'association selon le même rythme que l'amortissement de l'immobilisation.

Les projets commencés mais non terminés ont été comptabilisés en « immobilisations en cours » et en production immobilisée à hauteur des dépenses réalisées à la date de clôture.

Fonds dédiés

Ce compte enregistre la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, pour une année considérée, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
225 175	62 493	150 721	313 403

Annexe aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	814 106	528 230	361 592	980 744
Immobilisations corporelles	3 151 853	935 219	243 102	3 843 970
Immobilisations financières	7 203	1 500	2 960	5 743
TOTAL	3 973 162	1 464 949	607 654	4 830 457

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	49 482	13 183		62 665
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	139 764	92 041		231 805
TOTAL I	189 246	105 224		294 470
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui	171 240	63 651		234 891
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	107 379	22 853	1 946	128 286
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	68 840			68 840
Matériel de transport	37 119	10 319		47 439
Matériel de bureau et informatique	50 204	9 708	13 693	46 219
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	434 782	106 532	15 638	525 676
TOTAL GENERAL (I+II)	624 028	211 756	15 638	820 146

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	5 229	3 575		8 974
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	5 229	3 575		8 974

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	2 095
Subventions/financements	3 793 753
Autres produits à recevoir	6 859
TOTAL	4 115 417

Annexe aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	12 000				12 000
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 717 493	7 334			1 724 827
Dont générosité du public					
Report à nouveau	40 254	-83 704			-49 447
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-82 370	82 370	103 843		103 843
Dont générosité du public					
Situation nette	1 687 377	6 900	103 843		1 791 220
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	1 935 382		1 153 163	610 534	2 478 011
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	3 109 521	6 900	1 257 006	610 534	4 269 231
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		49 450
SOLDE		49 450

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	637 692	308 190	295 617	33 885
Dettes financières diverses	6 432	6 432		
Fournisseurs	132 096	132 096		
Dettes fiscales et sociales	241 685	241 685		
Dettes sur immobilisations	0	0		
Autres dettes	5 683	5 683		
Produits constatés d'avance	3 353 678	3 353 678		
TOTAL	4 377 266	4 047 764	295 617	33 885

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	9 041
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	18 848
Dettes fiscales et sociales	140 557
Autres dettes	5 683
TOTAL	160 266

Nature du report à nouveau	Débit	Credit
Report à nouveau des activités sous contrôle		
Report à nouveau des activités non affectées à des activités		
Report à nouveau des activités propres de l'association		
	48 460	48 460